

# Tribune Socialiste

N° 373 / 23 MAI 1968

## POUVOIR POPULAIRE

*Michel ROCARD*



**L**a colère populaire se développe chez les étudiants et les ouvriers, elle s'annonce chez les paysans. Partout elle a le même fondement : le refus d'une société capitaliste et centralisée, la contestation des pouvoirs auto-cratiques du gouvernement, du patronat et des gros agrariens.

Ce mouvement montre à quel point étaient fallacieuses les analyses souvent entendues sur la société de consommation, l'intégration des travailleurs à l'ordre social capitaliste et l'apathie des masses. L'incendie qui a embrasé le quartier latin il y a quelques jours est en train de s'étendre à tout le monde du travail, parce que tous, ouvriers, techniciens, paysans, sont en train de découvrir ce qu'a d'intolérable la vie qui leur est faite par ce système économique à base d'exploitation et d'oppression.

Le PSU a toujours affirmé, depuis son premier

Congrès, que le gaullisme n'était pas seulement une solution institutionnelle à la guerre d'Algérie que le règlement du conflit vouerait immédiatement à la fragilité. Notre Parti a, au contraire, toujours souligné que ce régime correspondait à une phase particulière de notre évolution économique et sociale dans laquelle les milieux dirigeants gouvernementaux et patronaux voulaient échapper à la critique parlementaire. Pour cette raison, nous avons toujours pensé que l'attaque de ce régime devait se faire dans le domaine économique, social et culturel, ce que les faits démontrent aujourd'hui avec éclat. De plus, reconnaissant que l'Université est aujourd'hui un secteur clé de notre société, parce qu'elle assume en partie la recherche scientifique qui en est devenue une force productive essentielle, et parce qu'elle organise la différenciation culturelle qui est maintenant un aspect essentiel de la lutte des classes, le PSU avait su reconnaître là le terrain de

luttons décisives pour l'avenir.

On en voudra pour preuve le fait que nous avons, dès novembre, convoqué pour le début juin des Assises Nationales de l'Enseignement, et qu'en mars nous convoquions notre Comité Politique National pour les 11 et 12 mai, avec à l'ordre du jour « les luttes universitaires ».

En outre, notre Conseil National des 30 et 31 mars posait clairement le problème des libertés syndicales et du pouvoir dans l'entreprise, celui de la lutte politique globale pour le plein emploi, et celui de l'organisation des relations entre partis et syndicats pour conduire de manière convergente la lutte extraparlamentaire.

C'est dire que la nature du mouvement, l'ampleur de ses objectifs ne nous paraissent pas démentir nos analyses.

Le mouvement aboutit en effet à la mise en cause des structures du pouvoir dans la société actuelle. L'action doit maintenant déboucher par la généralisation des occupations des lieux de travail, et par l'adoption de mots d'ordre précis, sur l'établissement de véritables structures de pouvoirs populaire :

— pour les étudiants, ce pouvoir existe. Il s'agit de l'organiser dans les lycées et les facultés, les Grandes Ecoles.

— pour les ouvriers, reconnaissance du pouvoir ouvrier et de conditions nécessaires à son organisation dans l'entreprise.

— pour les paysans, organisation collective, sur une base régionale des conditions de production et de commercialisation de leurs produits.

— pour tous, contrôle démocratique des moyens de diffusion de l'information et de la culture.

A travers ces objectifs, les luttes actuelles peuvent permettre de créer les conditions de nouvelles batailles et de franchir une étape vers un pouvoir socialiste. L'important est, à l'heure actuelle, d'assurer l'homogénéité et la cohérence du mouvement. Il appartient en particulier aux organisations syndicales de définir les orientations susceptibles d'y parvenir.

Le PSU, pour sa part, reconnaît la souveraineté de décision des organisations syndicales, mais il entend prendre ses responsabilités en proposant la définition des conditions d'une solution politique.

Il nous faut, tout d'abord, affirmer que ceux qui tenteraient de faire dévier le mouvement vers des revendications purement quantitatives ne mettant pas en cause les structures actuelles du pouvoir prendraient de lourdes responsabilités. En effet, non

seulement le mouvement actuel serait conduit à la défaite, mais en outre les causes profondes de la colère populaire n'ayant reçu aucune solution il faudrait s'attendre à de nouvelles explosions encore plus violentes dans quelques mois ou quelques années.

Pour la même raison, il nous faut affirmer qu'un simple changement d'équipe gouvernementale n'aurait aucun sens positif pour les travailleurs puisqu'il se limiterait à une solution parlementaire de la crise et ne pourrait pas prendre en charge la volonté de transformation des structures du pouvoir qui est celle des travailleurs en lutte. La seule solution gouvernementale acceptable dans une option socialiste est, en effet, celle qui s'appuierait directement sur le mouvement des ouvriers, paysans et étudiants, et sur une systématisation de leurs efforts pour affirmer à tous les niveaux leur pouvoir de contrôle et de gestion. Le PSU agira bien évidemment dans cette direction.

Les directions syndicales paraissent comprendre ainsi la situation, du moins implicitement : aux yeux de la CGT « la question posée est celle du gouvernement populaire », même si d'autre part la plateforme revendicative qu'elle avance ne paraît pas propre à assurer l'élargissement du mouvement ; et la CFDT écrit « à la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion ».

La question du moment est donc celle de savoir comment ces orientations lucides passeront dans la pratique militante du mouvement.

Pour le PSU, les forces politiques ne pourront assurer la traduction politique des objectifs du mouvement que si celui-ci trouve son homogénéité et définit lui-même ses orientations.

Le mouvement populaire créé par la révolte des étudiants, des paysans et des ouvriers n'appartient à personne, ne peut être confisqué par personne. Sous peine de s'enliser et de régresser, il doit sans cesse s'élargir et s'amplifier.

C'est pourquoi le P S U estime que tous ceux qui n'acceptent plus la soumission passive aux structures d'un Etat réactionnaire doivent prendre eux-mêmes en mains leurs propres affaires. Il invite à la constitution de *Comités d'Actions populaires*, partout où cela est possible. Comités Etudiants et Enseignants dans les Universités. Comités Ouvriers dans les entreprises. Comités Paysans sur le plan des campagnes. Comités de localités, de quartiers, de grands ensembles.

Le PSU appelle ses militants, ses sympathisants, tous ceux qui lui accordent leur confiance, à ce

joindre aux comités qui existent ou à en susciter la naissance là où rien n'existe encore.

Dans de tels comités, à tous les échelons, doivent s'élaborer, par la discussion et la confrontation, mais aussi par l'action et la mise sur pied de pouvoirs effectifs, les formes d'une société nouvelle. Sur chaque point, le PSU verse au débat général ses propres propositions. Il souhaite qu'elles soient discutées, critiquées, confrontées avec celles de tous ceux qui se sentent directement concernés.

A tous ceux qui souhaitent endiguer le mouvement populaire ou à en limiter les objectifs, afin de mieux le contrôler ; A ceux qui croient pouvoir répondre à une contestation globale de la société capitaliste par la seule modification d'un équilibre parlementaire ou d'une formule gouvernementale ; A ceux qui hésitent encore après n'avoir pas cru à la révolte étudiante, après avoir douté de la liaison entre les luttes étudiantes et celles des travailleurs ; il faut désormais répondre en ouvrant d'autres perspectives — celles de la définition de nouveaux pouvoirs capables d'enclencher dès maintenant la marche vers le socialisme.

## Le P.S. U. propose

### *I. - Pouvoir Ouvrier*

Outre les nécessaires libertés politiques et syndicales.

Droit de veto sur les décisions patronales concernant l'emploi et les conditions de travail. Discussion des salaires réels et de la durée du travail. Contrôle de l'emploi des bénéficiaires et des investissements.

Droit des fonctionnaires à négocier avec l'Etat-Patron leurs rémunérations et leurs conditions de travail. Création de comités d'entreprise dans les administrations et établissements publics.

Gestion des entreprises publiques par les représentants de l'Etat et des travailleurs.

Accroissement des moyens d'action des entreprises nationales et extension du secteur public par la nationalisation des centres de décision économique.

Gestion ouvrière de la Sécurité Sociale.

### *II. - Pouvoir Paysan*

Pour les paysans, représentés par leurs syndicats et coopératives : gestion des organes régionaux de planification et de la production. Contrôle des

moyens de transformation et de commercialisation de produits agricoles.

### *III. Pouvoir Etudiant*

Pour les étudiants, les objectifs essentiels sont ceux de l'UNEF : Instauration immédiate d'un pouvoir étudiant réel dans les facultés avec droit de veto sur toute décision prise.

Subordonné à ce premier point l'autonomie des universités et des facultés.

Lutte pour la reconnaissance des CAL (Comités d'Action Lycée) et pour leur liberté d'expression et d'action.

## Il faut exiger

### *I. Une information au service des Travailleurs*

Transformation de l'ORTF en un office public autonome, indépendant de l'état, géré démocratiquement.

Nationalisation des moyens de presse : imprimeries, messageries publicités, par la création d'offices nationaux, gérés par les représentants des travailleurs, et mettant les moyens techniques d'information à la disposition des divers courants d'opinion.

### *II. Une politique culturelle de caractère socialiste*

La transformation de l'activité des Maisons de Jeunes et de la Culture, en centres de libres débats et de création gérés par les jeunes travailleurs.

La prise en charge des autres secteurs de la vie culturelle par les écrivains et artistes qui ont pris position contre la culture bourgeoise.

### *III. - Une organisation régionale*

Pour lutter contre le sous-développement et la centralisation autoritaire, il est indispensable que les Comités d'Action Populaire coordonnent leur action à l'échelon régional.

A la place des agents du pouvoir gaulliste (préfets et CODER), doivent naître des pouvoirs régionaux populaires, amorce d'Assemblées délibérantes, aptes à résoudre les problèmes du développement culturel et économique (formation, emploi, industrialisation).

Le PSU verse cet ensemble de propositions dans les débats libres des Comités d'Action Populaires.